

Des femmes leaders africaines et des partenaires du Sénégal appellent à la fin des hostilités en Casamance. Ils exigent la signature d'un cessez-le-feu entre l'Etat et le Mfdc.

Des femmes leaders du Sénégal, de la Guinée-Bissau, de la Gambie, de la Côte d'Ivoire et du Burundi ainsi que des partenaires techniques et financiers comme la Banque mondiale et l'Union-européenne ont exigé, hier, à Ziguinchor, de l'Etat et du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (Mfdc) la signature d'un cessez-le-feu et l'annonce d'un agenda de négociations pour le retour de la paix dans cette partie du Sénégal. Elles ont invités aussi les deux parties au respect des dispositions de la résolution 1325 des Nations-unies qui demandent une participation effective des femmes au processus de paix, à tous les niveaux. Elles ont recommandé également à l'Etat du Sénégal et au Mouvement des forces démocratiques de Casamance (Mfdc) de faciliter le déminage et d'arrêter la pose de mines pour favoriser le retour des populations déplacées ou réfugiées. Ces femmes souhaitent obtenir des subventions conséquentes et adaptées, afin d'assurer l'autonomie de la Plateforme des femmes pour la paix en Casamance (Pfpc) pour des actions plus déterminantes dans le processus de reconstruction de la paix. Les partenaires techniques et financiers ont été invités à soutenir l'Etat dans ses efforts de reconstruction de la Casamance. Pour ces actrices, les partenaires techniques et financiers doivent faciliter le partage des expériences et des bonnes pratiques avec les femmes des pays post-conflit. Par ailleurs, la société civile et toute la population du Sénégal sont invitées à soutenir la Pfpc pour l'avènement d'une paix définitive en Casamance. Les femmes de la Guinée-Bissau et de la Gambie ont reçu mandat pour mobiliser la société civile et leurs Etats respectifs pour une participation constructive à la résolution du conflit armé en Casamance.

Les femmes leaders du Sénégal, de la Guinée-Bissau, de la Gambie, de la Côte d'Ivoire et du Burundi, ainsi que les partenaires techniques et financiers s'exprimaient au terme d'une mission de solidarité aux populations de la Casamance. La mission qui s'est déroulée du 10 au 13 décembre 2013, est à l'initiative de « Femmes Africa Solidarité », une association de femmes du continent africain, en partenariat avec la Pfpc. Elle a été conduite par Bineta Diop, présidente de « Femmes Africa Solidarité ». La Casamance vit une rébellion depuis plus d'une trentaine d'années. Des accords de paix ont été signés mais ils sont régulièrement violés.